

**MAIRIE DE
MIOS**

**AUTORISATION DE TRAVAUX
DELIVRE AU NOM DE LA COMMUNE**

dossier n° AT 33 284 14 K0008

date de dépôt : 10 octobre 2014
demandeur : **VILLE DE MIOS**
représentée par : **PAIN Cédric, Maire**
pour : **Restructuration intérieure de la zone restauration
et annexes**
adresse terrain : **rue de l'Avenir 33380 MIOS**

ARRÊTÉ
accordant une autorisation de travaux

Le Maire de MIOS,

Vu la demande d'autorisation de travaux susvisée ;

Vu le Code de la Construction et de l'Habitat ;

Vu l'avis favorable de la Sous-Commission d'Accessibilité des personnes handicapées en date du 12/11/2014 ;

Vu l'avis favorable de la Service Départemental d'Incendie et de Secours en date du 10/12/2014 ;

ARRÊTE

Article 1

La demande d'autorisation de travaux est **ACCORDE** pour le projet décrit dans la demande susvisée.

Fait le 18 décembre 2014,



Le Maire de MIOS,

Cédric PAIN.

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.

SOUS-COMMISSION D'ACCESSIBILITE DES PERSONNES HANDICAPEES

ETABLISSEMENT RECEVANT DU PUBLIC

SEANCE DU : 12 NOVEMBRE 2014

RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'ETABLISSEMENT :

2014-1685

COMMUNE	MIOS
Autorisation	AT : 033 284 14 K0008
Maître d'ouvrage :	COMMUNE
Adresse:	Rue de l'Avenir
Désignation du projet:	REAMENAGEMENT DU REPECTOIRE DE L'ECOLE "LES ECUREUILS"
Type - effectif	R - 3
Maître d'œuvre :	A. KREIGER

PROPOSITION D'AVIS FAVORABLE

AVIS DE LA SOUS-COMMISSION ACCESSIBILITE

FAVORABLE

Le Président

Le Chef d'Unité CHLCD/CGP

F. GARNIER

Textes de référence :

Code de la Construction et de l'Habitation (C.C.H.)
LOI 2005-102 du 11 février 2005
Décret n° 2006-555 du 17 mai 2006
Arrêté du 1^{er} août 2006 modifié par arrêté du 30 novembre 2007
Arrêté du 21 mars 2007
Arrêté du 22 mars 2007
Décret 2007-1327 du 11 septembre 2007
Arrêté du 11 septembre 2007

Commune : MIOS

AT : 033 284 14 K0008

Adresse: Rue de l'Avenir

Désignation du projet : **REAMENAGEMENT DU REFECTOIRE DE L'ECOLE "LES
ECUREUILS"**

Maître d'ouvrage : COMMUNE

Maître d'œuvre : A. KREIGER

Affaire n° : 2014-1685 suivie par P.MEDAN Instructeur ☎ : 05-56-24-86-88
Mail: pascal.medan@gironde.gouv.fr

Après étude du dossier, il est proposé un avis **FAVORABLE** à la réalisation du projet.

PRÉFET DE LA GIRONDE

SERVICE DÉPARTEMENTAL
D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA GIRONDE

BORDEAUX, LE 10 DEC. 2014

**COMMISSION CONSULTATIVE DÉPARTEMENTALE
DE SÉCURITÉ ET D'ACCESSIBILITÉ**

**SOUS-COMMISSION DÉPARTEMENTALE POUR LA SÉCURITÉ CONTRE LES RISQUES D'INCENDIE ET DE
PANIQUE DANS LES E.R.P. ET LES I.G.H**

SEANCE DU 10 DÉCEMBRE 2014

1. RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'ÉTABLISSEMENT

COMMUNE		MIOS	
N° ÉTABLISSEMENT		E: 28400015 - 000 - 0	
PERMIS DE CONSTRUIRE		N° 033 284 14 K 0008	
RAISON SOCIALE		Ecole élémentaire "Les Ecureuils"	
ADRESSE		Rue de l'avenir - 33 380	
EFFECTIF SUSCEPTIBLE D'ÊTRE ADMIS			
	PUBLIC	459	
	PERSONNEL	21 enseignants + 11 personnels	
	TOTAL	491	
CLASSEMENT DE L'ÉTABLISSEMENT			
	TYPES	PRINCIPAL	SECONDAIRES
		R	/
	CATÉGORIE	3 ème	
DÉSIGNATION DU PROJET		Extension	

2. AVIS

SOUS-COMMISSION	FAVORABLE
------------------------	------------------

Le Président,


Lieutenant-Colonel Eric DUFFAU
Chef du Groupement Prévention

Séance du 10 décembre 2014 / MIOS / Ecole élémentaire "Les Ecureuils" / PC : n° 033 284 14 K 0008 / Extension / Type(s) R de 3 ème
Catégorie

Groupement Prévention du S.D.I.S 33

Étude sur dossier

E.R.P. du 1^{er} groupe – I.G.H.

N/référence : A / 96335 du 15 octobre 2014

Officier instructeur : Lieutenant Hervé BOJ

Commune : MIOS

Raison sociale : Ecole élémentaire "Les Ecureuils"

Numéro d'Établissement : E: 28400015 - 000 - 0

Adresse : Rue de l'avenir - 33 380

Nature de l'activité : Enseignement

Maître d'ouvrage : Mairie de Mios

Maître d'œuvre : Atelier KRIEGER Architectes

Objet du projet : Extension

PC : n° 033 284 14 K 0008

Transmis par la Mairie de Mios le 13 octobre 2014

COMPOSITION DU DOSSIER

Le dossier soumis à l'avis de la sous-commission comporte :

- Plan n°02 / situation du 12 juin 2013

Projet :

Plans n° 04 du 12-06-2013 :

- masse au 1/500 et 1/200 ème
- rez-de-chaussée AU 1/00 ème
- façades est et ouest
- coupe AA et BB

Pièces écrites :

- notice descriptive du 5 Août 2013
- déclaration d'effectif
- notice de sécurité du 5 Août 2013, émanant du maître d'oeuvre

DESCRIPTION DU PROJET

HISTORIQUE DE L'ÉTABLISSEMENT

- Construction

La sous-commission ERP/IGH, lors de sa séance du 18 septembre 2013, a émis un avis favorable au projet de permis de construire (PC n° 033 284 13 K 0090).

Ce permis de construire portait sur des travaux d'extension de 258 m² en rez-de-chaussée de l'aile B de l'établissement «Les Écureuils» à MIOS. Celle-ci comprenant la création de deux salles de classe dont un local «BCD», un atelier, des sanitaires et un local entretien, de même que la création d'un préau dans le prolongement de ces pièces.

- L'effectif déclaré par le chef d'établissement se décomposant de la manière suivante:
15 classes existantes + 2 classes créées : 27 élèves par classe soit un total de 459 auxquels s'ajoutent 21 enseignants et 11 personnels.

Description du projet :

- Construction

Le projet consiste en l'extension, la restructuration du restaurant scolaire et de ses locaux annexes (laverie, vestiaires...).

- Le traitement de la charpente lui permettra d'acquérir une stabilité au feu d'1/2 h.

RAPPEL DU GROUPE SCOLAIRE :

Rez-de-chaussée :

- | | |
|---|----------|
| - 15 salles de classes réparties sur les ailes «A-B et C» | |
| - 1 salle de classe dans l'aile «B», | 65 m² |
| - 1 salle «BCD» | 65 m² |
| - 1 salle «atelier» | 39,46 m² |
| - Sanitaires F et G. | |
| - Circulations et local entretien. | |
| - 1 préau | 140 m² |

↳ DESCRIPTIF RÉFECTOIRE :

- 1 salle de restauration « élèves »	49 m ²
- 1 salle de restauration « Enseignants »	30 m ²
- 1 Laverie	30 m ²
- 1 Local entretien	30 m ²
- 1 Local préparation	16 m ²
- 1 Chaufferie	
- 1 Local TGBT	
- Sanitaires « personnels »	
- Sanitaires « élèves ».	

↳ MODE DE CLASSEMENT

LOCAUX	ARTICLES DE RÉFÉRENCE	MODE DE CALCUL	EFFECTIF DU PUBLIC	EFFECTIF DU PERSONNEL	EFFECTIF TOTAL
Réfectoire	R 2	déclaration contrôlée**	120	5	125
TOTAL			120	5	125

Nota**: Les effectifs du réfectoire ne se cumulent pas avec le reste de l'établissement scolaire

↳ CLASSEMENT :

Type (s)	PRINCIPAL	R
	SECONDAIRES	/

Catégorie	3 ème
-----------	-------

↳ DÉGAGEMENTS

NIVEAUX	LOCAUX	EFFECTIFS	RÉGLEMENTAIRES		RÉALISÉS		OBSERVATIONS
			SORTIES	UP	SORTIES	UP	
RDC	Réfectoire	125	2 sorties	3	4 sorties	8	En excédent

TEXTES PRINCIPAUX DE REFERENCE

- Code de l'Urbanisme et en particulier l'article R 425-15.
- Code de la Construction et de l'Habitation (C.C.H.) et spécialement les articles R 123-1 à R 123-55.
- Arrêté du 25 juin 1980 modifié relatif aux dispositions générales et instructions techniques annexées.
- Arrêté du 04 juin 1982 : dispositions particulières applicables au type R.

PRESCRIPTIONS

Ces prescriptions viennent en complément, précisent ou modifient les pièces comprises dans le dossier présenté.

Séance du 10 décembre 2014 / MIOS / Ecole élémentaire "Les Ecureuils" / PC : n° 033 284 14 K 0008 / Extension / Type(s) R de 3 ème Catégorie

1 DISPOSITIONS CONSTRUCTIVES

1.1 Personnes en situation de handicap :

1.1.1 L'évacuation est la règle pour les personnes pouvant se déplacer jusqu'à l'extérieur du bâtiment. Pour tenir compte de l'incapacité d'une partie du public à évacuer rapidement, et satisfaire aux dispositions de l'article R 123-4 du Code de la Construction et de l'Habitation, il appartiendra au maître d'ouvrage de prendre toutes mesures afin de respecter les dispositions des articles GN 8, GE 2, GE 3, CO 34 § 6 et CO 57 à CO 59.

1.1.2 L'exploitant devra être en mesure de présenter à la commission, le registre de sécurité prévu à l'article R 123-51 du Code de la Construction et de l'Habitation.

Ce registre contiendra notamment :

- les consignes d'évacuation prenant en compte les différents types de handicaps.
- la trace de la (ou des) solution(s) retenue(s) par le maître d'ouvrage et validée(s) par la commission de sécurité compétente.

2 MOYENS DE SECOURS

2.1 Défense incendie intérieure :

2.1.1 Le personnel devra être instruit au maniement des moyens de secours. (article MS 51)

2.2 Consignes :

2.2.1 Les consignes de sécurité devront être affichées (article MS 47).

2.2.2 Le personnel recevra les consignes relatives aux dispositions immédiates d'évacuation du public à prendre en cas de sinistre, **notamment vis à vis des personnes en situation de handicap (articles R 123-3 du CCH, GN 8 modifiés par l'arrêté du 24 septembre 2009).**

2.3 Plans :

2.3.1 Un plan schématique, sous forme de pancarte inaltérable, devra être apposé à chaque entrée de bâtiment de l'établissement pour faciliter l'intervention des sapeurs-pompiers (article MS 41).

Le plan devra avoir les caractéristiques des plans d'intervention définies à la norme NF X 08-070 du 15 juin 2013 relative aux plans (évacuation et intervention), consignes et instructions de sécurité, documents et plans techniques de sécurité.

Il devra représenter l'intégralité des niveaux du bâtiment. Dans le cas de niveaux identiques, la représentation d'un étage courant à la place des niveaux similaires sera acceptée.

Devront figurer, s'ils existent :

- les cloisonnements principaux et dégagements avec indication des différentes ouvertures (baies accessibles, fenêtres, portes,...)
- l'emplacement des locaux techniques et des zones ou locaux à risques particuliers
- l'emplacement des dispositifs et commandes de sécurité
- l'emplacement des organes de coupure, des fluides et des sources d'énergies
- l'emplacement des moyens d'extinction fixes et d'alarme
- l'emplacement des zones de mise en sécurité, (zones de transfert horizontal, espaces d'attente sécurisés...) avec leurs portes de recoupement et si possible la mise en valeur du mur de recoupement de façade à façade
- les cheminements des canalisations et conduits dangereux dont le risque pour les intervenants ne peut être supprimé par la mise en oeuvre des organes de coupures précités (câbles d'installations photovoltaïques, canalisations de gaz, ...)

et tout autre équipement ou information nécessaire à l'intervention des services de secours.

3 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

3.1 L'établissement devra disposer d'un registre de sécurité renseigné et mis à jour conformément aux dispositions de l'article R 123-51 du C.C.H., précisant notamment les diverses consignes, générales et particulières en cas d'incendie, y compris les consignes d'évacuation prenant en compte les différents types de handicap.

4 CONTRÔLES

- 4.1 Un organisme agréé devra établir conformément aux dispositions de l'article GE 7, le rapport de vérifications réglementaires après travaux (RVRAT) prévu par l'article GE 8 et dont le contenu et la forme devront être conformes aux dispositions de l'article GE 9 et appendice.
- Ce RVRAT devra être transmis à la commission de sécurité compétente, quelques jours avant la visite de l'établissement.
- 4.2 La sous-commission préconise la souscription, par l'exploitant, de contrats d'entretien des installations techniques (portes coupe-feu, système de chauffage et de climatisation, ...).
- 4.3 Un avis relatif au contrôle de la sécurité devra être affiché d'une façon apparente près de l'entrée principale (article GE 5).

5 EXÉCUTION DES TRAVAUX

- 5.1 L'exploitant ne peut faire effectuer, en présence du public, les travaux de gros œuvre et de toiture, ceux nécessitant l'utilisation de matériel à combustion vive, ainsi que les travaux qui feraient courir un danger quelconque ou qui apporteraient une gêne à l'évacuation (article GN 13).
- 5.2 Les travaux devront être réalisés conformément aux plans et pièces écrites joints au dossier pour ce qui n'est pas contraire aux observations faites ci-dessus.

6 RÉCEPTION DES TRAVAUX AVANT OUVERTURE

- 6.1 Demander la saisine par le Maire de la Commission de sécurité compétente un mois avant la date d'ouverture au public prévue (article 43 du décret du 8 mars 1995).
- 6.2 Transmettre à la Commission de sécurité compétente quelques jours avant la visite de réception les documents suivants :
- Le rapport des vérifications techniques effectuées à la construction par l'organisme agréé (article GE 9). Ce rapport doit préciser dans l'ordre des articles du règlement la conformité ou la non-conformité des installations ou des équipements aux dispositions applicables au moment de la réalisation des travaux.
 - Les justificatifs (procès-verbaux d'essai) des classements de comportement au feu des matériaux et éléments de construction.
 - Les procès-verbaux devront faire l'objet d'une attestation de pose sur l'honneur établie par l'installateur et joint au rapport de vérification.

PROPOSITION D'AVIS

Avis Favorable

Il est rappelé au pétitionnaire l'article R 123-43 du C.C.H. qui stipule que :

« les constructeurs, installateurs et exploitants sont tenus, chacun en ce qui le concerne, de s'assurer que les installations ou équipements sont établis, maintenus et entretenus en conformité avec les dispositions de la présente réglementation. Le contrôle exercé par l'administration ou par la commission de sécurité compétente ne les dégage pas des responsabilités qui leur incombent personnellement ».

Copies pour information à :

- Chef du Groupement Sud-Ouest
- Chef du Centre de Mios